

La Belgique serait le “carrefour européen” des Frères musulmans, s’inquiète la France

■ C'est ce que l'on peut lire dans un rapport commandé par le gouvernement français.

Ce mercredi 21 mai, le président français Emmanuel Macron a réuni un Conseil de défense pour évoquer les conclusions d'un rapport consacré aux Frères musulmans. Ce document de 73 pages, réalisé par deux hauts fonctionnaires au nom du gouvernement, met en garde contre le développement d'un islamisme “par le bas” dont serait porteuse cette confrérie internationale fondée en Égypte en 1928. Celle-ci, selon ce document, menacerait la “cohésion nationale” en cherchant à modifier progressivement des règles locales ou nationales concernant, entre autres, la laïcité et l'égalité femmes/hommes. Les Frères musulmans, usant de la “dissimulation” – selon les mots de l'Élysée – chercheraient à conquérir “des antennes de pouvoir”. On y trouve mention de la Belgique dans plusieurs paragraphes.

Dans différents pays européens, souligne en effet le rapport, les Frères musulmans auraient construit des “écosystèmes associatifs fournis

pour pousser leurs revendications religieuses et politiques. À cet égard, la Belgique, État neutre et ne disposant pas “des mêmes leviers juridiques relatifs à la neutralité de l'État” que la France, ferait preuve de peu de résistance face à ce que le rapport appelle “l'entrisme islamique”. La fragilité de la Belgique serait par ailleurs accentuée par l'absence de “stratégie claire” face à cet “entrisme”, à cause du “morcellement de l'action publique” dans un pays fédéral, et à la “retenue” du personnel politique face à cette question.

Un “carrefour”

Le rapport, qui suscite la controverse dans le monde politique et associatif français, va plus loin, qualifiant la Belgique de “carrefour européen de la mouvance frériste”. Notre pays aurait une importance particulière pour la mouvance en raison de la présence sur son territoire des institutions européennes. Malgré des “effectifs réduits” (200 activistes et moins d'une dizaine de mosquées pleinement affiliées à la confrérie, avance le document), le frémisme aurait déployé autour de lui en Belgique “un maillage étroit d'associations et d'organisations, parmi lesquelles figurent la Ligue des musulmans de Belgique, structure historique de la mouvance dans le pays, le Conseil des musulmans européens, le Femyso [le Forum des organisations

européennes musulmanes de jeunes et d'étudiants] et le Collectif pour l'inclusion et contre l'islamophobie en Belgique (CIIB), dont les membres sont réputés proches des Frères et du Milli Görüs”, confédération islamique et musulmane européenne.

L'islamologue Mohamed Fahmi (ULB) ne s'étonne pas de ces conclusions, notant que les liens entre le Femyso et la confrérie ont déjà été documentés par le monde académique (notamment par le chercheur Samir Amghar). Pour les autres associations (dont le CIIB), il note la difficulté de pouvoir les cataloguer complètement comme relevant de la confrérie. “Beaucoup d'associations, notamment actives dans la lutte contre l'islamophobie, participent du lobbying frériste sans que tous leurs membres soient affiliés au frémisme.”

De nouvelles propositions

En fin de journée, mercredi, Emmanuel Macron a demandé au gouvernement de François Bayrou de formuler de “nouvelles propositions” au vu de la “gravité des faits” établis. De leur côté, des associations pointées par le rapport ont tenu à réagir. Présentée comme “la branche nationale des Frères musulmans en France”, la Fédération des musulmans de France a vivement dénoncé des “accusations infondées”.

BdO



LE ROYAL MATCH





LE PODCAST QUI VOUS DÉVOILE TOUTES LES EXCLUSIVITÉS DE LA Royauté





Scannez-moi →



<https://bit.ly/royalmatchparismatch>